

Pour que la droite ne fasse pas sa loi !

Demain tous précaires ou tous solidaires ? Sous couvert de « revaloriser le travail » et de « travailler plus pour gagner plus », des ravages sociaux se préparent avec le choix de nouveaux cadeaux aux actionnaires et la volonté de mettre les salariés au pas. Notre dossier avec des exemples et des preuves.

Gagner plus ?

Sarkozy : « la question du pouvoir d'achat est centrale... je ne connais qu'un seul moyen celui qui consiste à travailler plus pour gagner plus ».

Il existent des millions d'actifs qui voudraient bien travailler plus : les chômeurs, les précaires, les salarié-e-s, très souvent des femmes en temps partiel non choisi ! Mais le choix de Sarkozy c'est de faire travailler plus ceux qui ont déjà un emploi à plein temps ! Non, l'accumulation d'heures supplémentaires ne doit pas remplacer les légitimes augmentations de salaires ! Il faut de vraies augmentations du Smic comme des autres salaires et des retraites.

D'autant que ce choix des heures supplémentaires est un leurre : ce n'est pas le salarié qui décide de faire des heures supplémentaires, seul l'employeur a la maîtrise du temps de travail.

La vérité c'est que derrière cette déréglementation des heures supplémentaires, il y a de nouveaux cadeaux fiscaux aux employeurs par les exonérations de charges et un moyen de remettre en cause la durée légale du travail pour une flexibilité maximale.

Service Publics sacrifiés, quelle « rupture » ?

Les politiques libérales ont déjà depuis 20 ans profondément détériorer les services publics, au détriment des usagers comme des personnels. Alors que des services publics rénovés et modernisés peuvent être un atout pour l'égalité des droits, le développement durable, et la lutte contre les discriminations, les choix de Sarkozy c'est toujours plus de privatisations, de déréglementation, et à terme leur démantèlement.

**C'est la vie quotidienne de tous qui est en jeu !
Quatre exemples :**

• **L'hôpital public** : est asphyxié par le manque de ressources. Avec le choix de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux, la fonction publique hospitalière est concernée. Et les usagers se verront imposer une nouvelle

« franchise » à payer pour l'accès aux soins ! Ne laissons pas faire !

• **La Poste** : déjà en zone rurale le service public postal était amoindri par la fermeture

exploités, vacataires, souvent sans que La Poste leur donne de réelle formation. Assez ! Tout le monde y perd. Dans cette course à la rentabilité, les services aux usagers, comme le « suivi de courrier » sont de plus en plus chers

Il faut s'opposer à cet envahissement de la « concurrence » dans l'univers postal, et à la directive européenne qui l'organise

• **L'énergie** : Ouverture du capital, privatisations se payent cash par les usagers et les personnels. Augmentation des tarifs pour les usagers, austérité salariale et remise en cause des statuts pour les personnels. Dividendes confortables pour les actionnaires : rien qu'avec une privatisation partielle EDF-GDF viennent de payer 2 milliards d'euros à leurs actionnaires.

Soit l'équivalent de 20% du coût total des personnels pour ces deux entreprises.

L'énergie est un bien durable et d'intérêt général, le projet de fusion Suez-GDF doit être abandonné, et EDF-GDF devenir un ensemble 100% public. C'est l'intérêt des usagers comme des personnels. C'est aussi l'intérêt national.

• **L'enseignement** : alors que les conditions de scolarisations des enfants et des jeunes sont déjà difficiles, notamment dans cette académie de Nice, c'est le secteur qui serait le plus touché par la suppression d'un poste sur deux de fonctionnaires partant à la retraite. A l'heure où l'investissement éducatif et de recherche est au cœur de tout aussi bien pour l'épanouissement individuel de chacune et de chacun que pour la place de la France dans le monde, c'est un non-sens, et tout cela pour réduire les impôts des plus riches !

« le mot rupture non seulement je le maintiens mais je le revendique »

SARKOZY

re de bureaux ! Maintenant c'est en ville que cette désstructuration gagne avec la suppression de nombreuses tournées de facteurs ! La distribution du courrier devient de plus en plus aléatoire. Les personnels eux sont de plus en plus précaires, sur-

Paroles d'expert

« En France, on ne fait pas la même politique selon que le parti communiste est à 2% ou 20% »

Yvon Gattaz ancien patron du CNPF
(prédécesseur de l'actuel MEDEF)

Les moyens existent de faire autrement.

En France et dans le monde utilisons l'argent autrement ! En France en 2006, les seules entreprises du CAC 40 ont empêché 100 milliards d'euros de bénéfiques. L'augmentation du SMIC à 1500 euros n'en coûterait que 9 ! Notre société marche sur la tête ! Remettons là sur ces pieds.



Le travail valorisé ?

Sarkozy : « je vous propose de relever le défi du chômage en revalorisant le travail »

La meilleure façon de revaloriser le travail, c'est de le payer à son juste prix en revalorisant les salaires à commencer par le Smic à 1500 euros. C'est aussi assurer une véritable sécurité d'emploi et de formation pour les salariés en développant la formation, un véritable service public de l'emploi et les CDI.

A l'inverse la proposition de Sarkozy de « contrat de travail unique » qui se substituerait aux actuels CDD et CDI est un piège. Ce contrat unique, calqué sur l'actuel CNE et feu le CPE, placerait les salariés en situation d'infériorité durable vis-à-vis de leurs employeurs. Les modalités de licenciements seraient une nouvelle fois assouplies, et la période d'essai ou de « consolidation » du contrat où l'employeur peut licencier sans motif allongé.

On voit tous les chantages qui pourront se multiplier poussant le salarié à ne pas revendiquer, ou ne pas demander le paiement de ses heures supplémentaires, ou à hésiter à défendre ses droits ou ses conditions de travail.

Un choix clair

L'ordre, le respect dont Sarkozy nous abreuve ce sont en vérité l'ordre de l'argent-roi, les valeurs de la finance, le respect des privilégiés et de leurs pouvoirs. Une société qui aggrave les discriminations, les inégalités hommes-femmes et multiplie les situations de « travailleurs pauvres ». En votant pour les candidates et les candidats de la gauche populaire et antilibérale soutenus par le Parti Communiste Français, vous ferez un choix clair, celui de s'unir et de se défendre, celui de porter des valeurs d'égalité, de solidarité, et de progrès social partagé. Celui d'un « autre monde possible ». Le capitalisme n'est ni l'avenir des femmes et des hommes d'aujourd'hui et de demain, comme il n'est pas non plus compatible avec la préservation de la planète.